

Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les Partis et la République, la recomposition du système partisan (1956-1967)*, Rennes, PUR, 2007.

Frédéric Fogacci

Faisant suite aux actes du colloque sur la recomposition des droites en France (1944-1948), paru voici trois ans, cet ouvrage, qui regroupe les communications d'un colloque tenu à Rennes en mai 2006, démontre plusieurs permanences dans l'approche de la vie politique initiée par Jacqueline Sainclivier et Gilles Richard. Il s'agit de proposer une approche nationale de la vie politique centrée sur le fait partisan, d'analyser celle-ci selon des temporalités et des périodisations renouvelées, tout en ayant soin de comparer les évolutions nationales aux évolutions locales, et de ne pas considérer le monde politique comme un « en-soi », mais d'envisager les répercussions économiques et sociales de ses mutations. Conformément à ces perspectives, on peut considérer que cet ouvrage est porteur de plusieurs ambitions :

- reconsidérer la transition de la IV^e à la V^e République selon un spectre chronologique allongé, mais scandé par des échéances électorales : celles de 1956, qui privent la IV^e République d'une majorité de gouvernement, celles de 1967, qui annoncent la fin de la République gaullienne ;
- considérer les mutations de tous ordres (relèves générationnelles, réorganisation partisane, réorientations idéologiques, évolution des stratégies, processus de regroupements) qui affectent l'ensemble des forces politiques pendant cette période ;
- s'interroger sur les processus d'appropriation des nouvelles logiques institutionnelles et politiques qui affectent le monde politique (cf. l'étude d'Alain Chatriot sur l'évolution de la composition du conseil économique et social, Assemblée qui, sous la V^e République, ne voit guère sa mission précisée, entre une fonction d'Assemblée représentative et d'Assemblée technique), mais également des catégories socioprofessionnelles ou intellectuelles évoluant dans une logique de transaction permanente ou de dialogue avec le monde politique : peut-on considérer que cette période marque une mutation des mœurs politique (l'étude par François Audigier des services d'ordre des partis politiques semble montrer une certaine pacification des modes de débats), du rapport au gouvernement (par exemple à travers l'étude des protestations paysannes par Edouard Lynch : celles-ci évoluent du modèle de la Jacquerie à une volonté d'exprimer le désir de modernité contrarié des agriculteurs), ou même de la place réservée au débat politique en général (l'étude de Claire Toupin-Guyot montre, dans une chronologie excédant les bornes définies, que cette période est celle au cours de laquelle les intellectuels catholiques rompent avec l'« interdit » pesant sur l'action politique, et s'émancipent dans une certaine mesure de la tutelle romaine pour, au contraire, réhabiliter l'implication politique comme devoir du croyant) ?

Au total, il y a là, selon Gilles Richard, de quoi reconsidérer la vision gaulliste de la naissance de la V^e République. Quelles conclusions retenir ?

Les premières ont trait aux évolutions touchant les partis politiques eux-mêmes. De manière évidente, il apparaît que l'UNR est portée pendant ces années par une dynamique politique unique. Comme le montre Jérôme Pozzi, le faible état d'organisation de structures initiales laisse progressivement place à un parti discipliné, apte à gagner deux élections législatives consécutives. Ce n'est qu'à partir de 1965 que Georges Pompidou se soucie de structurer ce parti, quitte à marginaliser des gaullistes de gauche (étudiés par Bernard Lachaise) plus prisés du Général, et alors placés dans une impasse politique. Ce dynamisme ne bénéficie pas aux autres familles de la droite. L'extrême droite reste minée par ses divisions et par son incapacité à donner au poujadisme une suite après le succès de 1956 (Olivier Dard). Le cas des indépendants (Mathias Bernard) est plus complexe : ce parti échoue à capitaliser une situation politique privilégiée à la fin de la IV^e République, résultant d'une stratégie de rénovation lancée dès 1955. Au contraire, cette famille politique se brise sur la question de l'Algérie française, et se divise sur l'attitude à adopter face au pouvoir en 1962 : cette division offrira à Valéry Giscard d'Estaing un destin national. Le cas des partis centristes (Sylvie Guillaume) est différent : la dynamique politique de la V^e République ne leur est guère favorable, et leur stratégie autonome bute sur l'échec de Jean Lecanuet au premier tour des élections présidentielles de 1965, même si certains de leurs thèmes (décentralisation, intégration européenne) essaient à droite comme à gauche. Enfin, l'adaptation de la gauche aux institutions de la V^e République apparaît comme un processus long et laborieux. Plusieurs articles complémentaires viennent éclairer divers aspects de cette délicate mutation : par une approche prosopographique, Noëlline Castagnez et Gilles Morin démontrent que les efforts d'adaptation de la SFIO, liés à plusieurs impasses idéologiques délibérées (l'anticommunisme, la laïcité, étudiée par Fahmi Ayadi, l'Algérie) s'accompagnent d'une notabilisation croissante des élus nationaux, ce qui tend à relativiser le « renouvellement » de 1958. C'est essentiellement l'élection présidentielle de 1965 et l'initiative de François Mitterrand, qui conduit à la fondation de la FGDS, qui précipite les évolutions de fond : François Lafon démontre que c'est cette élection qui contraint la direction de la SFIO à cesser de voir le gaullisme comme une parenthèse, et à adapter ses stratégies et ses pratiques à la nouvelle donne institutionnelle d'après 1962. La formation, en 1966, du contre-gouvernement de la FGDS, étudiée par Benoît Verrier, peut, à cet égard, apparaître comme un moment charnière de l'acceptation par la gauche non communiste des institutions de la V^e, notamment car celle-ci prend en compte la prééminence « présidentielle » inscrite dans la pratique constitutionnelle du général de Gaulle, en faisant de François Mitterrand un « chef » de l'opposition. Cette mutation est plus lente pour le Parti communiste, durement touché par la déroute de 1958 et par l'isolement dans lequel il se trouve. Gilles Richard insiste ainsi sur le rôle de Waldeck Rochet, qui contribue à rénover l'image du parti, et à briser cet isolement, en l'engageant aux côtés de François Mitterrand en 1965.

Ces évolutions nationales se retrouvent-elles avec la même netteté à l'échelon régional ? Une série de quatre articles (Jacqueline Sainclivier pour l'Ouest, Philippe Nivet pour la Seine, Jacques Puyaubert pour l'Aquitaine, Bruno Béthouart pour le Nord-Pas-de-Calais) permet d'apporter une réponse nuancée à cette question. La temporalité est ainsi parfois plus complexe que l'on ne pouvait l'imaginer : c'est en 1962, et non en 1958, que le gaullisme conquiert d'importantes positions face aux autres familles de la droite ou du centre droit, dans le cas de la Seine, de l'Ouest ou du

Nord-Pas-de-Calais. La balkanisation des forces politiques en Aquitaine rend une pesée globale plus difficile : néanmoins, en 1962, la région marque une certaine défiance face au « gaullisme présidentiel », qu'elle met en minorité en 1967. Les stratégies d'opposition, là aussi, sont diverses : impensable dans le Nord, l'Union de la gauche selon une stratégie de Front populaire est envisagée dans le Seine dès les élections municipales de 1965.

Plusieurs communications s'interrogent ensuite sur l'imbrication de cette évolution nationale dans des évolutions plus globales (la décolonisation, la construction européenne) soumises à des temporalités différentes. Guy Pervillé pose ainsi l'hypothèse que la conversion du général de Gaulle à l'indépendance algérienne est largement antérieure à son retour au pouvoir en 1958, tandis que Vincent Joly démontre comment, à partir de 1956, les partis africains, eux-mêmes confrontés localement à des structures para-politiques (chefferies, clans), s'émancipent progressivement des échéances électorales françaises pour porter leurs nations vers l'indépendance : c'est dans ce cadre que se forge la tradition de parti unique que connaîtront nombre de ces pays.

Enfin, il est question de l'adaptation de la société civile à la nouvelle donne politique. Une problématique est ici centrale, celle de la « technocratisation » du système de décision, ce qui fait des parlementaires une cible moins directe pour le lobbying. L'exemple des communications de David Bensoussan sur l'évolution des stratégies d'influence de la FNSEA (qui adopte à partir de 1962 un objectif de « dédoctrinalisation » des enjeux, et adopte un discours de modernisation de l'agriculture française, conséquence d'un dialogue mené non plus avec des élus, mais avec des technocrates) et d'Edouard Lynch sur l'évolution des manifestations paysannes (qui rompent progressivement avec l'aspect traditionnel de « jacquerie ») montrent que l'effacement progressif du rôle des partis politiques comme intermédiaires du dialogue entre l'Etat et la société civile, ce qui favorise paradoxalement la mutation de cette dernière.

Foisonnant, multipliant les angles d'approche, cet ouvrage est donc d'une grande richesse, difficile à restituer dans un compte rendu. Outre le fait qu'il offre des mises au point précises sur certains « angles morts » de l'historiographie de la France contemporaine, on retiendra que le choix chronologique original apporte certains éclairages nouveaux, car il s'avère pertinent ou, au contraire, car les communications démontrent qu'il ne l'est pas. Jacqueline Sainclivier peut ainsi conclure qu'il propose une interprétation de la rupture de 1958 « qui n'est pas uniquement centrée sur le contingent ». Néanmoins, au cœur des Trente Glorieuses, l'un de ses apports paradoxaux est de poser l'hypothèse que, dans une certaine mesure, aux débuts de la période gaullienne, l'évolution politique impulse les mutations sociales plus qu'elle ne les accompagne ou ne les suit.